



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/516
S/1997/818
23 octobre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-deuxième session
Point 61 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-deuxième année

Lettre datée du 22 octobre 1997, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la lettre datée du 22 octobre 1997, que vous adresse le représentant de la République turque de Chypre-Nord, S. E. M. Aytuğ Plümer.

Je vous serais obligé de faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe, qui contient le texte d'une lettre du Président de la République turque de Chypre-Nord, S. E. M. Rauf R. Denktaş, datée du 21 octobre 1997, comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Hüseyin E. ÇELEM

ANNEXE

Lettre datée du 22 octobre 1997, adressée au Secrétaire général
par M. Aytuğ Plümer

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 21 octobre 1997 que vous adresse le Président de la République turque de Chypre-Nord, M. Rauf R. Denktaş, au sujet de la déclaration prononcée par le dirigeant chypriote grec, M. Glafcos Clerides à la 25e séance plénière de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, le 6 octobre 1997, et concernant la lettre qu'il vous a adressée le 29 septembre 1997, qui est diffusée sous la cote A/52/412-S/1997/762.

Je vous serais obligé de faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER

APPENDICE

Lettre datée du 21 octobre 1997, adressée au Secrétaire
général par M. Rauf R. Denktas

J'ai l'honneur de me référer à la déclaration prononcée par M. Glafcos Clerides, le dirigeant chypriote grec, à la 25e séance plénière tenue le 6 octobre 1997 de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, et à la lettre qu'il vous a adressée le 29 septembre 1997 et qui a été distribuée sous la cote A/52/412-S/1997/762.

Dans sa déclaration devant l'instance mondiale (voir A/52/PV.25), M. Clerides a une fois de plus tenté de faire passer la partie chypriote turque pour intransigeante, en multipliant contre nous des allégations dont il sait pertinemment que, pour des raisons bien connues et qu'il n'y a pas lieu de répéter ici, il n'y aurait pas sur place de Chypriote turc pour en démontrer de vive voix l'absence de fondement. Je suis donc contraint de répondre à ses propos par écrit.

Dans sa déclaration M. Clerides a opportunément oublié qu'il avait déclaré auparavant qu'il assisterait "malgré lui" aux négociations directes qui ont récemment eu lieu entre les deux parties à Troutbeck (État de New York, États-Unis) et à Glion (Suisse). Le même M. Clerides avait déclaré que la décision de la partie chypriote grecque de prendre part à des pourparlers directs était "strictement pour la forme, afin de ne pas paraître traîner les pieds et compromettre ainsi les perspectives d'adhésion de la République à l'Union européenne" (The Greek Cypriot press, 3 juin 1997). On reconnaît bien là le double jeu de M. Clerides durant les pourparlers directs.

Les pourparlers menés à Troutbeck et à Glion où j'ai rencontré M. Clerides, n'étaient donc pas entravés par des "conditions préalables" qu'aurait formulées la partie chypriote turque, comme le prétend M. Clerides, mais bien par la position rigide et inamovible de mon interlocuteur, qui peut se résumer comme le rejet des principaux éléments d'un règlement viable juste et réaliste, à savoir les questions de souveraineté, de sécurité et de garantie, d'égalité politique, et de l'indispensable équilibre entre la Turquie et la Grèce que prévoient les accords de 1960, ainsi que la bizonalité, qui devrait être consolidée par l'échange de propriétés foncières.

Alors que M. Clerides refusait de bouger d'un iota sur ces questions pourtant essentielles pour nous et qui sont des éléments indispensables d'un règlement bicommunautaire et bizonal que nous recherchons, l'ingérence injustifiée de l'Union européenne dans les négociations a élevé de nouveaux obstacles sur la voie d'un règlement global. Je parle ici du rapport intitulé "Agenda 2000" de la Commission européenne qui, au mépris de la légalité, des traités internationaux relatifs à Chypre et de nos objections justifiées à l'adhésion de Chypre à l'Union européenne avant un règlement, envisage le début de négociations avec "Chypre", par quoi il faut entendre l'administration chypriote grecque, au début de 1998. On comprendra que la partie chypriote grecque, qui n'a pas fait mystère du fait qu'elle assistait aux négociations directes pour améliorer ses perspectives d'admission à l'Union européenne, n'était donc nullement incitée à faire preuve de la souplesse nécessaire à ces

/...

négociations, étant donné que l'Union européenne avait ouvert la voie à des négociations d'admission avant qu'un règlement politique n'ait été conclu.

Pour ce qui est de l'accord d'association, conclu ultérieurement entre la Turquie et la République turque de Chypre-Nord, le 6 août 1997, et auquel s'en prend M. Clerides, je tiens à réaffirmer qu'il ne va pas au-delà d'un mécanisme légitime d'autodéfense mis en place face aux incessantes tentatives de la partie chypriote grecque d'imposer sa volonté à la partie chypriote turque par le biais de l'adhésion à l'Union européenne, tentatives qui sont malheureusement encouragées par les décisions et les déclarations de l'Union européenne elle-même. En toute équité et en toute justice, on ne peut pas s'attendre à ce que la partie chypriote turque demeure inactive alors que l'Union européenne a pris des mesures pour soutenir les aspirations chypriotes grecques à faire de Chypre un État chypriote grec dans lequel notre peuple serait au mieux traité comme une "minorité protégée".

Le simple fait que j'ai assisté à la deuxième série de pourparlers directs, tenus à Glion, en dépit du climat défavorable créé par le rapport "Agenda 2000" de la Commission européenne et en dépit de la vive déception qu'inspire à mon peuple la partialité de l'Union européenne, témoigne assez de notre bonne volonté et de notre désir de parvenir à un règlement global de la question de Chypre. La partie chypriote turque ne saurait être tenue pour responsable de la partialité de l'Union européenne, qui est le véritable obstacle au bon déroulement des pourparlers.

Il est paradoxal que le dirigeant chypriote grec, qui reproche à la partie chypriote turque de prendre des mesures politiques et pacifiques pour défendre ses droits et ses intérêts en établissant des liens plus étroits avec la Turquie, considère que c'est un "droit inaliénable en tant qu'État souverain" de sa partie que d'acquérir et de déployer les armes qu'elle juge nécessaires, y compris le système complexe de missiles S-300, au mépris des résolutions du Conseil de sécurité et sans tenir aucun compte des graves dangers que cela fait peser sur la paix et la stabilité de l'île et de la région. La portée et le potentiel du système de missiles S-300 excèdent manifestement les besoins de défense chypriotes grecs et fait peser une menace sur la Turquie comme sur la partie chypriote turque.

Étant donné le fait que l'administration chypriote grecque procède à un réarmement massif, le recrutement de Grecs de Grèce continentale et de Serbes comme militaires d'active, la poursuite de la construction d'une base navale dans le sud, destinée à la Grèce, et l'ouverture d'une base aérienne nouvellement construite, pour utilisation par les forces aériennes grecques, il est manifeste que l'acquisition de missiles fait partie des préparatifs militaires menés dans la partie sud de l'île, dans l'esprit de la doctrine dite de "défense commune" avec la Grèce, qui constitue une véritable provocation.

On trouvera une indication des véritables intentions qui inspirent les activités du front commun grec-chypriote grec dans les importantes manoeuvres militaires communes désignées sous le nom de code "Nikiforos 97" exécutées dans le sud de Chypre entre le 10 et le 14 octobre 1997. Ces manoeuvres communes ont été une véritable démonstration de force, avec la participation des forces aériennes grecques et de la marine grecque; leur caractère manifestement

/...

offensif est démontré par l'utilisation de balles réelles et l'emploi de parachutistes grecs lors d'un exercice d'invasion simulée de Chypre-Nord. Comme si le déploiement d'un tel scénario de guerre ne suffisait pas pour convaincre tous les intéressés, le Ministre chypriote grec de la défense, M. Costas Iliades, a fait observer que la partie chypriote grecque était prête à toute éventualité militaire et qu'elle réservait des surprises à la Turquie (Greek Cypriot press, 6 octobre 1997).

Tout cela contraste vivement avec le rôle que joue la force de paix turque à Chypre dans la préservation de la paix à Chypre depuis plus de 20 ans. M. Clerides ne peut utiliser cet argument pour justifier la frénésie d'armement des Chypriotes grecs, qui porte à plus de 2 millions de dollars par jour les dépenses militaires actuelles dans la partie sud de Chypre, non plus que l'irresponsabilité avec laquelle il poursuit le déploiement du système de missiles S-300 en violation des résolutions du Conseil de sécurité, où celui-ci réaffirme combien il est préoccupé par l'introduction de ces armes complexes dans l'arsenal chypriote grec.

Il y a donc quelque contradiction de la part de la partie chypriote grecque à professer sa volonté de "démilitarisation" tout en refusant l'ensemble de propositions avancées par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, qui envisage le retrait des forces déployées dans certains endroits le long de la zone tampon, où elles sont très proches l'une de l'autre, l'interdiction du déploiement d'armes chargées le long des lignes de cessez-le-feu et un code de conduite commun pour les militaires déployés des deux côtés de la zone tampon. La vérité est que la "proposition de démilitarisation" de la partie chypriote grecque n'est rien d'autre qu'un subterfuge ayant pour but de dénoncer le Traité de garantie, seul instrument qui est parvenu à bloquer l'entreprise d'unification de la partie chypriote grecque à la Grèce et a ainsi sauvé le peuple chypriote turc de l'anéantissement total.

La partie chypriote turque a à plusieurs reprises fait savoir que, comme l'envisageait "l'Ensemble d'idées" proposé par l'ONU, la démilitarisation est un objectif à long terme qui ne doit pas et ne saurait avoir de répercussions sur le Traité de garantie et le Traité d'alliance.

Pour ce qui est des allégations formulées par M. Clerides au sujet de la question humanitaire des personnes disparues, on se souviendra qu'après que M. Paul Wurth s'est démis au début de mars 1996 de sa fonction de troisième membre du Comité des personnes disparues, l'ancien Secrétaire général, M. Boutros-Ghali, m'a écrit et a écrit à M. Clerides par deux fois en 1996, nous informant qu'à moins que les propositions qu'il évoquait au sujet du travail du Comité des personnes disparues ne soient appliquées par les deux parties, il n'envisagerait pas de désigner un troisième membre du Comité. La partie chypriote turque a accepté la demande du Secrétaire général et a réaffirmé notre appui à la démarche suivie par votre prédécesseur, dans la lettre que nous vous avons adressée le 17 février 1997. La partie chypriote grecque, cependant, n'a pas cru bon de se conformer aux demandes du Secrétaire général et continue à se servir de la question à des fins politiques, ce qui ne fait que prolonger l'angoisse de ceux qui ont perdu l'un des leurs.

Pour conclure, je tiens une fois de plus à affirmer que la partie chypriote grecque, en imposant de façon inhumaine un embargo aux Chypriotes turcs, en appliquant sa "doctrine de défense commune" avec la Grèce et en menant simultanément une campagne de militarisation qui ne peut qu'accroître l'instabilité dans toute la région, en cherchant unilatéralement à devenir membre de l'Union européenne et en persistant à refuser de coopérer avec la partie chypriote turque, ne cesse de multiplier les obstacles sur la voie d'un règlement négocié et continuera de le faire tant qu'on lui laissera le loisir de se présenter aux yeux du monde comme "le seul gouvernement légitime de l'ensemble de Chypre".

La partie chypriote turque est résolue à parvenir à un règlement juste et durable à Chypre et continuera à travailler de façon constructive avec vous et avec vos représentants à la recherche d'un règlement mutuellement acceptable. Nous sommes convaincus cependant que tant que les deux parties, à Chypre, ne se verront pas accorder un statut d'égalité complète, la partie chypriote grecque continuera à ruiner toute tentative de règlement négocié. Je garde pourtant l'espoir, à ce stade critique que nous avons atteint dans le processus de négociation, que la communauté internationale demeurera consciente de cette réalité et en tiendra compte dans la méthode qu'elle appliquera pour régler l'interminable différend.

Le Président

(Signé) Rauf R. DENKTAS
